

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
20 avril 2022
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Point 107 de l'ordre du jour
Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction

Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année

Lettres identiques datées du 19 avril 2022, adressées au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je souhaite porter à votre attention la présentation faite par le Chef des unités de protection radiologique, biologique et chimique des forces armées de la Fédération de Russie, le général de corps d'armée I. A. Kirillov, à l'occasion de sa prise de parole du 14 avril 2022, dans laquelle sont présentées de nouveaux documents relatifs aux programmes biologiques militaires menés sur le territoire ukrainien (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 107 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

(Signé) Vassily Nebenzia



**Annexe aux lettres identiques datées du 19 avril 2022 adressées
au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la Fédération de Russie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Exposé du Chef des unités de protection radiologique, biologique
et chimique des forces armées de la Fédération de Russie,
le général de corps d'armée I. A. Kirillov**

14 avril 2022

L'opération militaire spéciale menée par les troupes russes a permis d'obtenir de nouvelles informations sur les activités biologiques militaires des États-Unis en Ukraine, confirmant de nombreuses violations de la Convention sur les armes biologiques.

Profitant des failles du droit international et de l'absence d'un mécanisme de vérification clair, le Gouvernement des États-Unis ne cesse de développer ses capacités biologiques militaires dans diverses régions du monde.

Bien que la Fédération de Russie s'emploie sans relâche à mettre en place un mécanisme de vérification de la Convention, l'Occident, sous la bannière des États-Unis, fait systématiquement bloc pour empêcher cette initiative depuis 2001.

Le Mécanisme permettant au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes biologiques et à toxines, ainsi que le Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé en 1925 à Genève, ne prévoient pas de dispositions relatives à la vérification des activités biologiques des États parties. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, basée à La Haye, n'a pas non plus cette autorité.

Nous avons précédemment exposé le dispositif par lequel les États-Unis coordonnaient des laboratoires biologiques et des instituts de recherche en Ukraine.

L'un des maillons de ce dispositif est le Centre ukrainien pour la science et la technologie, une organisation non publique qui n'a à première vue rien à voir avec le Pentagone.

Le Ministère russe de la défense a réussi à mettre au jour le rôle que joue le Centre dans les activités biologiques militaires des États-Unis en Ukraine.

Selon ses statuts, le Centre est une organisation internationale intergouvernementale dont l'objectif est d'empêcher la diffusion des connaissances et des compétences liées aux armes de destruction massive.

Son statut juridique est défini par l'accord signé le 25 octobre 1993 par les Gouvernements ukrainien, canadien, étasunien et suédois, ainsi que par le protocole d'amendement du 7 juillet 1997.

Le Centre a son siège à Kiev et dispose de bureaux régionaux à Bakou, Chisinau et Tbilissi, ainsi qu'à Kharkov et Lvov.

Toutefois, le Centre d'experts des menaces chimiques et biologiques du Ministère russe de la défense a constaté que la principale activité du Centre ukrainien pour la science et la technologie consistait à redistribuer des subventions aux fins de recherches intéressant le Pentagone, y compris dans le domaine des armes biologiques.

Rien que ces dernières années, Washington a dépensé plus de 350 millions de dollars pour des projets du Centre ukrainien pour la science et la technologie.

Les clients et commanditaires étasuniens du Centre sont le Département d'État et le Département de la défense. Son financement est également assuré aux États-Unis par l'Agence de protection de l'environnement et les Ministères de l'agriculture, de la santé et de l'énergie.

En outre, veuillez noter que le document daté du 11 mars 2022 établi par les responsables du Centre révèle la véritable nature de cet organisme. On peut y lire ce qui suit : « il a été constaté un exode de scientifiques spécialisés dans la mise au point de vecteurs et d'armements avancés ayant travaillé pour des institutions ukrainiennes, ainsi que d'experts de l'élaboration d'armes biologiques, radiologiques, chimiques et nucléaires. Les experts les mieux formés ayant une expérience professionnelle des matériaux et des technologies à double usage (entre 1 000 et 4 000 personnes) se retrouvent dans des conditions professionnelles et financières défavorables. Dans de telles circonstances, ces personnes sont exposées à la tentation de faire défection pour participer à des programmes d'élaboration d'armes de destruction massive, de vecteurs et d'autres types d'armement à l'étranger ».

En s'exprimant ainsi, Washington reconnaît de fait que des experts ukrainiens travaillent à l'élaboration d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs et considère qu'il est opportun de continuer à les financer.

Voici les noms des responsables qui ont été impliqués dans les programmes biologiques militaires.

Le poste de Directeur exécutif du Centre ukrainien pour la science est la technologie est occupé par Curtis Bjelajac, citoyen des États-Unis. Né le 27 août 1968 en Californie, il a étudié à l'Anderson School of Management, dans ce même État. Il est titulaire d'un master en finance internationale et travaille en Ukraine depuis 1994.

Le Conseil d'administration du Centre est présidé par Eddie Arthur Maier, qui représente l'Union européenne ; les États-Unis sont représentés par Phil Dolliff, Secrétaire adjoint du Département d'État, chargé des questions de sécurité internationale et des programmes de non-prolifération des armes de destruction massive.

Le Ministère russe de la défense a reçu des documents qui confirment les liens qu'entretient le Centre avec le Département de la défense des États-Unis. La diapositive montre une recommandation officielle du Département d'État des États-Unis approuvant la coopération entre le Centre et le principal sous-traitant du Pentagone, la société Black and Veatch. Il ressort de cette correspondance que Matthew Webber, Vice-Président de la société, est disposé à collaborer avec le Centre dans le cadre des recherches biologiques militaires menées sur le territoire ukrainien.

Entre 2014 et 2022, le Centre a mené plus de 500 projets de recherche-développement dans des pays de l'espace post-soviétique (Ukraine, Géorgie, Moldova et Azerbaïdjan).

Les commanditaires étasuniens étaient principalement intéressés par la recherche duale, comme le projet 6166, consacré à la mise au point de techniques de modélisation, d'évaluation et de prévision des effets des conflits et des menaces de propagation des armes de destruction massive, et le projet 9601, consacré au transfert de technologies ukrainiennes de production de matériaux complexes à double usage vers l'Union européenne.

Nombre de ces projets visent à étudier les agents susceptibles d'être transformés en armes biologiques (peste, tularémie) et les pathogènes revêtant une importance économique (grippe aviaire pathogène, peste porcine africaine).

Les projets P-364, 444 et 781, qui visent à étudier la propagation d'agents pathogènes dangereux au moyen d'insectes vecteurs, d'oiseaux sauvages et de chauves-souris, ont été directement financés par le Centre pour le compte du Département de la défense.

Veuillez prendre note des documents relatifs au projet 3007, consacré à la surveillance de la situation épidémiologique et environnementale des maladies dangereuses provenant de l'eau en Ukraine.

Au cours des travaux, des spécialistes ukrainiens, supervisés par des scientifiques étasuniens, ont effectué des prélèvements systématiques d'échantillons dans plusieurs grands cours d'eau ukrainiens, notamment le Dniepr, le Danube et le Dniestr, ainsi que dans le canal de Crimée du Nord, afin de déterminer la présence d'agents pathogènes particulièrement dangereux, notamment le choléra, la typhoïde et les hépatites A et E, et de tirer des conclusions quant à la possibilité de les propager par l'eau.

Dans le cadre du projet, les propriétés des échantillons prélevés susceptibles de provoquer des dégâts ont été évaluées, puis les cultures ont été déposées dans une collection qui a ensuite été exportée aux États-Unis.

Voici une carte des ressources en eau de l'Ukraine. En l'analysant, on voit que les résultats de ces travaux peuvent être utilisés pour créer un milieu biologique hostile non seulement en Fédération de Russie, mais aussi en la mer Noire et en mer d'Azov, ainsi qu'en Europe orientale, notamment au Bélarus, au Moldova et en Pologne.

Notre préoccupation concernant les activités menées par Washington en Ukraine découle du fait que, en violation des obligations que leur impose le droit international, les États-Unis ont conservé un cadre législatif permettant des activités liées aux armes biologiques.

La ratification du Protocole de Genève de 1925 par les États-Unis était assortie d'un certain nombre de réserves, dont l'une autorise l'utilisation d'armes chimiques et à toxines à titre de représailles.

Conformément à la loi fédérale des États-Unis relative à l'unité et à la cohésion nationale dans la lutte contre le terrorisme, la recherche dans le domaine des armes biologiques est autorisée avec l'aval des autorités de ce pays. Quiconque prend part à ces recherches ne peut être tenu pénalement responsable de la mise au point de telles armes.

Ainsi, dans ce domaine, le Gouvernement des États-Unis applique le principe de la primauté du droit interne sur le droit international. Néanmoins, les recherches les plus controversées sur le plan éthique sont menées en dehors de la juridiction nationale.

Ainsi, au cours de l'opération spéciale menée en Ukraine, il a été établi que des scientifiques étasuniens d'un laboratoire de Merefa (région de Kharkov) avaient expérimenté entre 2019 et 2021 des produits biologiques potentiellement dangereux sur des patients de la clinique psychiatrique régionale n° 3 de Kharkov.

Les personnes atteintes de troubles mentaux étaient sélectionnées pour les expérimentations en fonction de leur âge, de leur nationalité et de leur état immunitaire. Des formulaires spéciaux étaient utilisés pour consigner les résultats du

suivi des patients sur 24 heures. Les données n'étaient pas saisies dans la base de données hospitalière et le personnel de l'établissement était tenu au secret par accord.

En janvier 2022, le laboratoire de Merefa a été fermé et tous les équipements et produits ont été transférés dans l'ouest de l'Ukraine.

Plusieurs personnes ont été témoins de ces expériences inhumaines ; pour leur sécurité, nous ne pouvons néanmoins pas divulguer leur nom.

Enfin, à l'occasion d'un précédent exposé, nous avons fait la description d'un dispositif technique d'administration et de diffusion de formulations biologiques breveté aux États-Unis.

Il a par ailleurs été noté que l'Ukraine s'était enquis auprès de la société de fabrication de la possibilité d'équiper les drones aériens Bayraktar d'un équipement pour aérosols.

Le fait que, le 9 mars, trois drones aériens équipés de réservoirs de 30 litres et de matériel de pulvérisation de formulations ont été détectés par des unités de reconnaissance russes dans la région de Kherson est une source de préoccupation.

En janvier 2022, l'Ukraine aurait utilisé des intermédiaires pour acquérir plus de 50 de ces dispositifs, qui peuvent être utilisés pour diffuser des formulations biologiques et des produits chimiques toxiques.

Nous continuerons à analyser les preuves documentaires attestant des crimes commis par le Gouvernement des États-Unis et le régime de Kiev sur le territoire ukrainien.

Le présent exposé et les documents relatifs aux activités biologiques militaires menées sur le territoire ukrainien peuvent être consultés (en russe) aux adresses suivantes :

1. <https://disk.yandex.ru/d/f9KgolQWhxXueA>
2. <https://disk.yandex.ru/d/GWeH18ux9aL17g>
